



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 25 juin 2019

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

OBJET : 2019 – 124 ESPACES PUBLICS
MODIFICATION DU REGLEMENT COMMUNAL DE VOIRIE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 18 juin 2019, s'est réuni le mardi 25 juin 2019 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 18 juin 2019, s'est réuni le mardi 25 juin 2019 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :

Philippe WESTRELIN, Patricia ROBIN, Christophe MOREL, Valérie COPIN, Gilles RONDONI, Dominique BOURRET, Cyril DAUPHOUD, Nicole NUTINI, Anne-Marie DUVAL, Pascal PELLEGRINO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Philippe BONELLI, Muriel CHABERT, Claude MASCARELLI, Aline BOURDAIRE, Serge PERCHERON, Mélanie ZARRILLO, Annie OGGERO-MAIRE, Jean-François LAPORTE, Jocelyne BUSTAMENTE, Mahamadou SIRIBIE, Franck BARBEY, Stéphanie MANDREA, Imen CHERIF, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Magali CONESA, Ludovic BROSSY, Damien VOARINO, Myriam LAZREUG, Stéphane CASSARINI, Mireille BANCEL, Brigitte VIDAL.

PART EN COURS DE SEANCE :

- Madame Jocelyne BUSTAMENTE
(Prend part aux délibérations N°75 à N°84, N°97 à N°124 et N°126 à 135)
- Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°75 à N°98 et N°132 à 135)

- Madame Mireille BANCEL
(Prend part aux délibérations N°75 à N°122)

ABSENTS EXCUSES :

- Madame Catherine BUTTY
- Madame Valérie DAVID
- Monsieur Jean-Marie BELVEDERE
- Monsieur Guillaume MELOT
- Monsieur Charles FERRERO
- Madame Frédérique CATTART
- Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
- Madame Corinne SANJUAN
- Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

- Monsieur Jean-Marc DEGIOANNI

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE :

/

PROCURATION :

- Madame Catherine BUTTY à Madame Aline BOURDAIRE
- Madame Valérie DAVID à Monsieur Gilles RONDONI
- Monsieur Jean-Marie BELVEDERE à Monsieur Philippe BONELLI
- Madame Jocelyne BUSTAMANTE à Madame Claude MASCARELLI
- Monsieur Guillaume MELOT à Monsieur Mahamadou SIRIBIE
- Madame Charles FERRERO à Madame Mélanie ZARRILLO
- Madame Frédérique CATTART à Madame Magali CONESA
- Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
- Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
- Madame Corinne SANJUAN à Madame Mireille BANCEL
- Monsieur Jean-Paul CAMERANO à Madame Brigitte VIDAL

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 26 mars 2019,

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2014-49 du 24 avril 2014 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

/

Questions diverses :

/

DU 25 JUIN 2019

**ESPACES PUBLICS
MODIFICATION DU REGLEMENT COMMUNAL DE VOIRIE**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de modifier le Règlement Communal de Voirie, et plus particulièrement les articles relatifs à la création et la réfection des trottoirs. La Ville de Grasse souhaite en effet que les trottoirs soient systématiquement recouverts d'un revêtement coloré (enrobé rouge), distinct du revêtement noir de la chaussée, afin d'améliorer la sécurité et la qualité urbaine des voies routières.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Direction Voiries, Réseaux et Domaine Public	/	Sans incidence financière

Monsieur Pascal PELLEGRINO expose,

VU l'article L 111-1 du Code de la Voirie Routière, définissant le domaine public routier communal,

VU l'article L 2111-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques définissant les dépendances du domaine public routier communal,

VU les articles L 2311-1, L 3111-1, L 2241-1, L 2121-1, L 2131-1 et suivants, L 2132-1 et L 116-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU les articles R 116-1 et suivants du Code de la Voirie Routière,

VU les articles L 113-3 à L 113-7 du Code de la Voirie Routière,

VU l'article L.1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques afférant au transfert de domanialité,

VU les articles L 131-4 et L 141-3 du Code de la Voirie Routière,

VU l'article L 131-2 du Code de la Voirie Routière afférent aux obligations d'entretien de la commune,

VU les articles L 2213-4 et L 2213-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles R.433-1 à R.433-7 du Code de la Route,

VU les articles L 131-4 et L 141-3 du Code de la Voirie Routière afférents aux enquêtes publiques préalables,

VU l'article L.47 alinéa 5 du Code des Postes et des Communications Electroniques,

VU le décret DT-DICT n°2011-1241 du 05 octobre 2011 et ses modifications et actualisations, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transports ou de distributions entré en vigueur le 01 juillet 2012 et les articles L 554-1 à L 554-5 et R 554-1 à R 554-38 du Code de l'environnement,

VU l'application du décret 91-1147 du 14 octobre 1991 et l'arrêté interministériel du 16 novembre 1991 et ses modifications et actualisations.

VU l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974 (8^{ème} partie Livre I)

VU l'article R 141-14 du Code de la Voirie Routière portant sur la réfection définitive de voirie,

VU les articles L 116-1 et suivants du Code de la Voirie Routière et les articles L 116-3 à L 116-8 du Code de la Voirie Routière afférents aux infractions à la police de conservation du domaine public routier et les articles R 116.2, L 116-6 du Code de la Voirie Routière,

VU l'article L 141-11 du Code de la Voirie Routière sur l'exécution d'office des travaux,

VU les articles L 511-1 et suivants du Code de la Construction et de l'habitation,

VU les articles 332-1 et 635-1 du Code Pénal,

VU les articles R 2333-114, L 2333-84 et R 2333-114-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que la compétence en matière de voirie s'exerce sur l'intégralité de l'emprise de la voie, constituée non seulement de la chaussée mais aussi de ses dépendances. Ces dernières comprenant les éléments accessoires nécessaires ou indispensables au soutien ou à la protection de ladite voie, parmi lesquelles sont inclus les trottoirs,

Considérant que la Ville de Grasse poursuit l'objectif de préserver et de conserver son patrimoine viaire dans un état de sécurité satisfaisant,

Considérant que les limites entre la chaussée circulée et le trottoir doivent être facilement repérables et détectables visuellement pour se prémunir de tous incidents et / ou accidents,

Considérant qu'au-delà des considérations sécuritaires évidentes, un enrobé de couleur apporte une qualité urbaine supérieure aux voies considérées,

Il est demandé que les permissionnaires et concessionnaires autorisés à entreprendre des travaux sur le domaine public routier, procèdent, lors de la création ou lors de la réfection définitive de trottoirs, à la pose d'un enrobé de couleur rouge et ce, quelque soit la nature du revêtement existant du trottoir objet des travaux.

Cette obligation sera intégrée dans les articles 45 et 59 du Règlement Communal de Voirie et rappelée systématiquement avant tout début de travaux et formulée au travers d'une permission de voirie.

Enfin, il est précisé que les prescriptions relatives aux trottoirs s'entendent pour toutes les voies situées sur le territoire communal, à l'exception de celles situées dans le centre-historique de Grasse, le centre étant soumis à un plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV), ou de celles qui pourraient être soumises à une autorisation de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF), c'est-à-dire entrant dans le champ de visibilité d'un monument historique et situé dans un périmètre de 500 mètres.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 5 juin 2019,

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 5 juin 2019,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la modification du Règlement communal de voirie afin d'y intégrer les modifications précitées relatives à la pose d'un enrobé rouge lors de la création ou de la réfection de trottoirs,
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous actes et documents à intervenir dans le cadre de cette affaire.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents ou représentés adopte.